

7 juin 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien accordé par M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'Agence France Presse le 7 juin 1998, sur l'organisation de la Coupe du monde de football, la préparation de l'Equipe de France, les retombées économiques pour la France et la lutte contre le dopage.

AFP : Votre rôle a été déterminant à l'origine de la candidature française. Le Mondial est là. Quel est votre sentiment ?

LE PRESIDENT : D'abord une grande fierté pour la France. Une France, fidèle à sa tradition sportive et à son sens de l'hospitalité, qui aura à coeur d'illustrer et d'affirmer des valeurs qui sont celles du sport : solidarité, engagement, respect de l'autre. Je suis également heureux que la France soit le pays hôte du monde entier et qu'elle offre un spectacle d'une exceptionnelle qualité. C'est une occasion unique de mobilisation pour la jeunesse et plus généralement pour tous les Français.

AFP : La France s'est-elle bien préparée ?

LE PRESIDENT : L'Equipe de France que j'ai rencontrée à Clairefontaine est mobilisée, soudée, déterminée et donne une belle image de notre pays. Je sais que tous les Français vont soutenir avec passion leur équipe. Je sais aussi qu'avec l'appui total des services de l'Etat, le Comité d'organisation a tout mis en oeuvre pour que les 32 équipes, les milliers de journalistes, les millions de visiteurs bénéficient des meilleures conditions d'accueil. Sans oublier les 14.000 volontaires qui ont mis tout leur coeur et leur compétence au service de la Nation.

AFP : Y a-t-il des risques de grèves ou d'attentats ?

LE PRESIDENT : Concernant les grèves ou manifestations, je veux dire ici que chacun doit évidemment faire preuve d'un esprit de responsabilité. Il y va du crédit et de l'image de la France. Quant à la sécurité c'est notre préoccupation essentielle. Je sais par expérience que, dans ce domaine, on ne peut jamais être sûr de rien. La France a fait tout ce qui était possible et nécessaire afin d'assurer la sécurité de tous, mais il convient de ne jamais relâcher sa vigilance.

AFP : Quel impact favorable envisagez-vous pour la France à la suite de cet événement ?

LE PRESIDENT : Cet événement va conforter l'image de dynamisme et de modernité d'une France qui va de l'avant. Il y aura des retombées psychologiques, politiques, bien sûr, mais aussi des retombées économiques importantes. Il va y avoir des milliards de téléspectateurs qui, pour la plupart, vont découvrir notre pays. La presse, des personnalités, des décideurs, seront présents. Tout cela est excellent pour nos entreprises, nos produits, nos technologies, nos services. Dans chacun de mes voyages, je m'efforce de promouvoir les productions françaises à l'étranger. Je sais par expérience que cet événement va être extrêmement positif pour la France et pour ses intérêts.

AFP : La Commission de Bruxelles était-elle dans son rôle lorsqu'elle est intervenue sur les problèmes de billetterie ?

LE PRESIDENT : Pas du tout. Un des fondements de la réforme des institutions qui s'impose avant l'élargissement suppose l'application claire du principe de subsidiarité. C'est une conviction que partagent tous les chefs d'Etat et de gouvernement européens. C'est un sujet sur lequel le

Chancelier allemand et moi-même allons intervenir au Sommet de Cardiff. La billetterie concerne la FIFA et le CFO. C'est donc entre ces deux instances que les problèmes doivent se régler. A ma connaissance, le CFO a appliqué les règles de la FIFA.

APF : Vous allez assister à l'ouverture, vous allez remettre la Coupe au vainqueur. Pensez-vous assister à d'autres matches ?

LE PRESIDENT : Oui et plus précisément à ceux de l'équipe de France. Je peux d'ailleurs vous dire que j'assisterai, à Lyon, à France-Danemark. Et je formule un vœu, celui de remettre la Coupe du Monde au Capitaine de l'équipe de France le 12 juillet.

AFP : Le Stade de France sera le principal héritage du Mondial. Que pensez-vous de son utilisation après le Mondial ?

LE PRESIDENT : Ce stade est très beau, parfaitement adapté et bien placé. Naturellement il a coûté cher, un stade de 80.000 places coûte cher. Mais il est à la mesure d'un pays qui a le goût et la passion du sport. Les premiers matches de rugby et de football ont d'ailleurs été joués à guichets fermés. De toute façon, il n'y avait pas d'alternative puisque, dans les règles de la FIFA pour obtenir le Mondial, il fallait un stade de 80.000. Enfin, ce stade sera très important pour l'avenir, notamment si nous voulons être candidats pour les Jeux Olympiques.

AFP : Quel est votre sentiment sur ce qui se passe actuellement en matière de dopage ?

LE PRESIDENT : Le dopage, comme la drogue, est un fléau qui doit être fermement combattu. C'est un geste inacceptable. Nous sommes tous choqués à la fois par le doute qui entoure les récentes affaires mais aussi par la conviction que le dopage dans certains secteurs du sport est trop généralisé, y compris dans certains petits clubs, ce qui est un vrai problème auquel il faut s'attaquer. Guy DRUT avait fait un projet de loi qui prévoyait un organisme indépendant. Le gouvernement a repris cette idée et le texte est actuellement en discussion au Sénat. Cette nouvelle organisation me semble bien adaptée aux besoins. Cette réforme doit nous doter des moyens de juger avec sérénité et de condamner avec fermeté.

AFP : Le sport réclame que les dispositions européennes prévoient " l'exception sportive " comme pour la culture. Est-ce possible ?

LE PRESIDENT : Oui, certainement. Une véritable réflexion doit s'engager entre les instances sportives internationales et la représentation européenne. Harmonisation des règlements, cohérence des législations en vigueur, c'est au mouvement sportif, aux fédérations d'impulser une dynamique dans ce domaine.